

« D'une agroécologie de projets à une politique agricole agroécologique »

Compte-rendu du webinaire du 15 mars 2022

Plateforme souveraineté alimentaire
www.souverainetealimentaire.org

Les voix qui plaident en faveur de l'agroécologie au Sud comme au Nord sont de plus en plus nombreuses. Les bénéfices des pratiques agroécologiques sont de mieux en mieux documentés et reconnus : meilleure productivité, plus d'emplois et de revenus, moins de pauvreté et surtout une meilleure résilience aux chocs

Les associations de coopération au développement au Sud et au Nord qui favorisent l'introduction de pratiques agroécologiques sont nombreuses. Elles œuvrent majoritairement par le biais de projets (limités dans le temps et géographiquement), qui appuient au mieux quelques centaines de bénéficiaires à chaque fois, alors que des millions de paysans et de paysannes cherchent des solutions pour produire plus et vivre mieux.

Afin d'amplifier l'adoption des pratiques agroécologiques vertueuses, il est nécessaire de passer à une autre échelle, en mobilisant d'autres outils. Comment le faire ? Les méthodes et les expériences sont diverses. Mais les obstacles restent nombreux, notamment quant aux politiques agricoles et commerciales publiques et internationales.

Pour débattre de ces questions la Plateforme Souveraineté Alimentaire a invité quatre personnalités engagées sur ce sujet :

Madame Mariam Sow est Directrice de ENDA-PRONAT (www.endapronat.org) et coordonnatrice de la « Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal » (le DYTAES, <https://dytaes.sn>)

Au moment de son intervention, Mme Sow participait à une caravane menée au Sénégal pour promouvoir l'agroécologie. A partir d'une dynamique locale ancrée dans les défis de l'agriculture et les pratiques culturelles agroécologiques, un réseau multi-acteurs s'est progressivement constitué depuis 2016 autour d'alliances avec les organisations paysannes, les associations d'appui, les autorités locales, et la recherche agronomique. Les alliances ont nourri des ateliers régionaux et nationaux qui ont engagé le débat avec les autorités administratives et politiques. Une première caravane de village en village a été organisée en 2019 et une deuxième en février-mars 2022. Ces caravanes engagent le dialogue avec les paysans et les paysannes dans les champs et les villages, facilitent les rencontres avec les paysan-es, les innovateurs/trices, les agents de vulgarisation, les agronomes, et les autorités locales, et diffusent les messages sur les bonnes pratiques agroécologiques.

Deogratias Niyonkuru, agronome burundais, fondateur de l'association ADISCO (www.adisco.org) et de l'association ADIP (<https://adip-burundi.org>), auteur de « Pour la dignité paysanne » GRIP, 2018, récipiendaire du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique en 2015, et membre de l'IREC (www.ired.org)

Le projet IRED/FGC avec l'organisation paysanne Haguruka au Burundi et au Sud Kivu, en République démocratique du Congo, a formé une centaine de paysan·es formateurs/trices et autant de fermes-écoles dans chaque pays. La formation porte sur la fertilisation organique, les bio-pesticides et la gestion des exploitations familiales. Les bons rendements sans dépenses en engrais chimiques sont un premier succès. Ce résultat encourage le bouche-à-oreille et une large diffusion parmi les paysan·es. Un exemple de plaidoyer par le bas, ou diffusion horizontale. Dans une province, les services techniques du gouverneur ont effectué une visite détaillée et demandé l'appui du projet pour enseigner ces techniques aux services de l'agriculture de l'Etat. Une collaboration est amorcée avec l'institut de recherche agronomique et surtout les facultés d'agronomie et d'économie rurale

Deux difficultés se présentent. Afin d'accroître la productivité des cultures le gouvernement encourage et subventionne les engrais chimiques importés, bien que ceux-ci restent coûteux à travers une industrie locale qui enrobe les engrais chimiques de matière organique et tente de faire croire qu'elle promeut de l'agroécologie.

Le second défi porte sur un document récent adopté par le conseil des ministres, le DOPEAE : Document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage qui préconise de confier l'agriculture aux classes moyennes qui ont les moyens d'y investir. Il s'agit d'un grave déni de l'agriculture familiale dans un pays où 89% de la population vit de l'agriculture sur des parcelles émiettées de moins de 0.5ha.

L'utilisation des semences enrobées de produits chimiques est également fortement encouragée par le gouvernement.

Par ailleurs, les produits de l'agriculture conventionnelle, comme les tomates, contiennent beaucoup de résidus chimiques et empoisonnent les consommateurs. Mais ils sont moins chers, et les acheteurs perçoivent mal la qualité d'un produit libre de traitement chimique.

Cependant, pour le café organique par exemple, très recherché sur le marché international, le prix pour les producteurs est bien plus élevé, parfois jusqu'à trois fois.

Etant donné les difficultés à faire évoluer les politiques au niveau national, on envisage de travailler avec les paysans et les autorités locales en vue de faire bouger les lignes.

La promotion de systèmes agricoles intégrées dans des systèmes que nous appelons des EFI (Exploitation familiale intégrée) avec des composantes animales, végétales et arbustives, lorsque cela est possible d'évoluer vers des "forêts alimentaires" présente souvent des rendements plus élevés, tout en réduisant le travail des femmes.

Pascal Humbert, président d'APAF-internationale (Association pour la promotion des arbres fertilisateurs en agroforesterie tropicale, <https://ong-apaf.org>)

La démarche de l'APAF porte sur la promotion de l'agroforesterie comme technique de fertilisation des terres afin d'augmenter la productivité des champs. Des paysans-techniciens sont formés pour

rendre visite aux exploitations paysannes et échanger sur les bienfaits de l'agroforesterie. La démarche est participative et repose sur le dialogue et les échanges. Il s'agit en réalité de techniques paysannes ancestrales qui sont remises en mémoire et adaptées aux conditions locales. Le choix des arbres fertilisants dépend des zones et des contextes. Dans le contexte sahélien la libre divagation des animaux, notamment les chèvres et les moutons, posent une difficulté redoutable pour la plantation de jeunes arbres.

Clément Jous, chargé de programme Swissaid-Tchad, point focal agroécologie
(<https://www.swissaid.ch/fr/pays/tchad/>)

Swissaid applique une large concertation avec les structures villageoises locales afin de promouvoir plusieurs techniques agroécologiques. Le reboisement, le petit élevage, notamment pour les femmes, le compost organique, dont un dit de « sept jours », et les bio-pesticides forment les principales techniques. Celles-ci sont diffusées par l'intermédiaire de paysan-es formateurs/trices qui travaillent en concertation avec les communautés villageoises. Les femmes jouent un rôle central dans l'entretien des pépinières et la promotion des semences locales, car ce sont elles qui ont l'habitude de gérer ces activités.

Des émissions par des radios locales complètent la diffusion des messages.

En fonction de l'avancement du projet les niveaux de concertation s'élèvent du village au canton, puis au département et à la province entière. La collaboration avec les autorités locales est essentielle et amplifiée par le projet. La formation des techniciens agricoles de l'Etat est également privilégiée. Enfin la coopération avec la recherche agronomique est nécessaire afin de valider les résultats obtenus dans les champs.

Malgré les bons résultats obtenus la politique de l'Etat reste ancrée dans une agriculture conventionnelle qui n'est pas adaptée aux conditions du pays.

Abdoulaye Djibo de Swissaid Niger est intervenu pour partager les bons résultats obtenus avec une démarche similaire de promotion de pratiques agroécologiques.

Au cours des échanges avec les intervenants et les interventions des participants plusieurs thèmes ont été particulièrement mentionnés. Une synthèse de ces thèmes est proposée ci-après.

Plaidoyer et diffusion par le bas avant un plaidoyer vers le haut

Obtenir des résultats tangibles et visibles en matière de production, de rendements, et de revenus est un préalable à tout effort de plaidoyer. La diffusion horizontale entre les paysan-es et entre les villages est à privilégier en premier lieu.

Les paysans formateurs permettant des échanges entre paysan-s constituent la meilleure méthode pour diffuser des techniques et pratiques agricoles, une fois celles-ci testées et validées techniquement. La pertinence du message de formation repose entièrement sur les expériences et démonstrations faites dans les propres exploitations des formateurs et formatrices.

Ceci n'interdit nullement la constitution de réseaux et d'alliances pour développer un plaidoyer national en faveur de l'agroécologie.

Rémunération des paysans-formateurs

En règle générale les paysans-formateurs ne sont pas rémunérés dans l'expérience des projets présentés ici. Cependant certaines facilités peuvent être accordées pour les frais de transport ou pour du petit équipement pour les champs-écoles et les démonstrations effectuées à des fins pédagogiques.

Les bienfaits de l'agroforesterie

L'agroforesterie et la technique des arbres fertilisants est une pratique ancienne historiquement et présente dans de nombreuses régions aujourd'hui. Le choix des arbres dépend des zones bioclimatiques. En zone sahélienne, l'Acacia albida est connu pour ses effets fertilisants. Dans certaines zones, les arbres fertilisants redonnent la vie aux sols en 3 ans. Par exemple dans le département de l'Alépé en Côte d'Ivoire, les rendements de cacao sont passés de 350 kg/ha à une 1,5 tonne/ha en 5 ans.

Collaboration avec les autorités locales et les agents de vulgarisation agricole de l'Etat

Une franche collaboration avec les autorités locales est souvent nécessaire ou même indispensable pour informer, échanger et éventuellement influencer les décisions locales. Plusieurs exemples ont été donnés de demande de formation des agents vulgarisateurs en techniques agroécologiques. Ceci témoigne d'une évolution positive même si cela ne préjuge pas d'une réorientation fondamentale des politiques agricoles de l'Etat. C'est un début. La question reste ouverte de savoir si un projet est équipé pour amorcer une telle formation alors que celle-ci n'était pas prévue dans son plan de travail initial. Les expériences de collaboration ne sont pas toujours fructueuses.

Collaboration avec les instituts de recherche agronomique

Une collaboration s'avère nécessaire avec les instituts de recherche agronomique. Ceci pour informer les agronomes des résultats atteints par un projet, pour amorcer des échanges entre le projet et les agronomes, mais aussi pour valider les techniques mises en œuvre, voir éventuellement pour pousser les recherches sur un ou plusieurs thèmes.

L'accès au marché

L'accès au marché reste une question déterminante pour les cultivateurs et cultivatrices. La production agroécologique doit pouvoir s'écouler sur les marchés, même si les marchés locaux sont privilégiés pour les productions vivrières. Des campagnes d'information et de sensibilisation aux bénéfices des produits alimentaires libres de produits chimiques sont fondamentales, même si de telles campagnes dépassent souvent le périmètre d'un projet centré sur la production. Des actions complémentaires et convergentes sont à mener, en associant d'autres partenaires. L'éducation alimentaire, ou l'information quant à la nocivité sur la santé des produits consommés quotidiennement représente un enjeu primordial et passe souvent par l'implication des femmes.

L'intéressement des jeunes à l'agroécologie

Les jeunes se détournent souvent de l'agriculture car les rapports monétaires que celle-ci procure sont souvent trop faibles pour permettre aux jeunes de construire leur autonomie. Au Burundi Deogratias Niyonkuru explique que l'association ADISCO a relevé ce défi en proposant aux jeunes des formations et un suivi technique pour des cultures de haute valeur ajoutée comme certains arbres fruitiers souvent intégrés dans la bananeraie.. Cet intéressement des jeunes aux rendements monétaires de certaines cultures permet alors de les sensibiliser aux techniques agricoles agroécologiques. Un projet IRED/FGC/UHACOM/DIOBASS/FOP a fait la démonstration de l'efficacité de cette approche.

Conclusions

Pour l'agroécologie un passage à échelle est indispensable afin de relever les défis de l'emploi, des revenus, de la pauvreté et du développement. Mais ce passage exige une certaine maturation qui doit s'ancrer dans une validation par les paysan·es des bienfaits des pratiques agroécologiques. Une fois cette validation acquise il est alors possible de construire conjointement avec des alliances et des partenaires d'élaborer et porter un plaidoyer au niveau local et national. Un projet en lui-même ne peut pas porter seul cette dynamique. Mais il peut puissamment y contribuer.